

Intervention télévisée de Willy Brandt (9 mai 1971)

Légende: Le 9 mai 1971, le chancelier Ouest-Allemand Willy Brandt explique dans une intervention télévisée les raisons qui poussent le gouvernement allemand à laisser flotter le Deutschemark.

Source: La Communauté européenne: De la Conférence au Sommet de La Haye à l'Europe des Dix. Bonn: Office de presse et d'information du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, [s.d.]. 134 p. p. 88-89.

Copyright: (c) Office de presse et d'information du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

URL: http://www.cvce.eu/obj/intervention_televisee_de_willy_brandt_9_mai_1971-fr-85e54bde-a0ab-44d2-879a-2e61bbb5c8c7.html

Date de dernière mise à jour: 20/12/2013

Déclaration faite le 9 mai 1971 par le chancelier fédéral sur les deux chaînes de la TV allemande à l'occasion de la libération du cours du deutsche mark

Vous avez tous été ces jours-ci les témoins de la lutte pour la stabilité de notre monnaie. Vous aurez senti aussi combien il est difficile de soutenir victorieusement ce combat.

Il est apparu de nouveau en toute évidence qu'il n'y a pas pour nous d'îlot de stabilité. Mais il ne faut pas que l'on doute non plus que dans la mesure de nos moyens nous ferons tout pour obtenir plus de stabilité.

Le gouvernement fédéral n'est pas plus responsable de l'énorme afflux de dollars que des hausses de prix qui dans presque tous les pays sont plus fortes que chez nous. Mais il est du devoir du gouvernement fédéral de faire ce qu'il estime être de l'intérêt de notre pays.

Pendant un certain temps nous autoriserons la fluctuation du cours du mark. Cela signifie que le cours des monnaies étrangères fléchira temporairement. L'afflux des monnaies étrangères s'en trouvera ralenti et nos importations seront moins chères. Une réévaluation n'est pas envisagée. D'autre part, nous réaliserons un programme de stabilité sur le plan économique intérieur. Ces mesures visent en premier lieu à freiner la hausse des prix qui nous préoccupe tous. En effet, chacun de nous sent que des hausses excessives entraînent des injustices sociales. Qu'elles sont suivies de revendications salariales. Et qu'elles rognent beaucoup trop les investissements publics de la Fédération, des Länder et des communes, qui sont si importants pour notre avenir commun. Une des raisons majeures de ces hausses des prix est l'afflux d'argent frais étranger. C'est une marque de confiance dans la valeur de notre mark et la puissance de notre économie, mais cet afflux monétaire a réduit les possibilités qu'avaient le gouvernement fédéral et la Banque fédérale de maintenir sous contrôle la haute conjoncture. Il fallait donc prendre des mesures pour l'empêcher.

Bien entendu, nous demeurons conscients de notre responsabilité européenne. Mais des hausses de prix excessives ne sont pas l'expression convenable de la solidarité européenne.

L'évolution de notre économie a permis jusqu'ici la majoration de la plupart des revenus réels, en dépit de la hausse des prix. Mais cette évolution ne garantit pas que nous éviterons une récession économique. Le gouvernement fédéral entend parer cette menace et il a donc eu recours à des moyens extraordinaires. Mais permettez-moi d'ajouter tout de suite: nous dépendons dans une large mesure de la compréhension et de la coopération des groupes sociaux majeurs.

Je tiens à remercier expressément les ministres Scheel et Schiller du résultat qu'ils ont obtenu pendant la longue session de Bruxelles. Ils sont parvenus à faire comprendre à nos partenaires que la situation actuelle requiert des mesures radicales de la part du gouvernement fédéral.

C'est à cette compréhension, dont nous avons souvent fait preuve à l'égard des autres, que nous devons faire appel mardi lorsque les ministres de l'agriculture auront à décider de règlements spéciaux pour notre agriculture, dont les revenus peuvent être amenuisés par les variations du cours du mark. Le gouvernement fédéral estime qu'il est de son devoir d'aider les cultivateurs allemands dans cette situation précaire.

Je sais bien que des secteurs de notre économie industrielle et artisanale seront eux aussi affectés temporairement par nos décisions. Mais je sais aussi que notre prospérité repose sur les efforts de l'industrie, sur la puissance de travail de tous les salariés et sur l'esprit d'entreprise. Je tiens donc à vous assurer que je tiendrai aussi pleinement compte de ces points de vue lors de nos futures décisions. Vous pouvez en être certains: le gouvernement fédéral a en vue le bien de tous.